

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI DES GREVES ET DES LOCKOUTS—*Suite.*

M. A. C. Macdonell—Demande ajournement de l'étude du projet de loi—4930.

M. Pardee—Intéressés ont tout le temps de présenter amendements entre cette étape et troisième lecture—4930 ; discussion incessante—4930 ; chef d'opposition a déclaré seul point en suspens est d'accorder usage de la législation de 1903 et 1907—4930.

Hon. Lemieux—Amendement bien clair—4934 ; si ouvriers veulent se prévaloir de loi de 1903, ministre instituera enquête sur différend—4934 ; peut agir de deux façons—4934 ; commence par comité de conciliation—4934 ; s'il ne réussit pas, peut soumettre à comité d'arbitrage suivant la dite loi—4934.

M. Conmee—Si la conciliation échoue, l'arbitrage empêche la grève—4935. Amendement adopté—4935.

M. D. Ross—En faveur d'imposer un délai fixe au conseil pour faire rapport—4936.

Hon. Lemieux—Circonstances peuvent nécessiter longue enquête—4937.

M. Conmee—Une des parties pourrait prolonger enquête pour la faire tomber—4937.

Article 68—Classification des industries soumises au bill—4938.

M. R. L. Borden—Propose désignation par conseil des ministres et rapport au parlement—4939.

Amendements lus 1re et 2e fois adopté—4939.

Bill rapporté—4939.

Hon. Lemieux—Propose troisième lecture—5134.

M. R. L. Borden—Les ouvriers n'ont pas été entendus par le comité—5135 ; la situation des employés de chemins de fer—5135 ; n'ont pas pu s'expliquer—5136 ; propose amendement demandant renvoi du bill devant comité spécial pour s'enquérir—5136.

Hon. Lemieux—La Chambre s'est déjà prononcée contre comité spécial lors de la motion directe du chef de l'opposition—5137 ; bill discuté à fond—5137 ; loi des différends de chemin de fer a rendu des services, mais il faut prévoir l'avenir—5137 ; le public doit être protégé, même s'il en résulte certains inconvénients pour employés de chemin de fer—5138 ; la question est de savoir si nous déciderons qu'il y aura enquête obligatoire avant grève ou lockout—5138 ; opinion Roosevelt et Eliot—5138 ; personne ne peut combattre le principe du bill—5139 ; l'hon. M. Foster s'est prononcé sur la nécessité d'assurer la continuité du service des chemins de fer sans interruption—5140 ; M. Hall et le principe de l'enquête—5141.

M. H. Bourassa—Bill d'expérience—5141 ; réponse lettre, communication des associations ouvrières de chemins de fer—5142 ; opposé à la tyrannie d'organisations ouvrières non reconnues—5142 ; créées seulement pour exploiter un grief—5142 ; point faible du bill est dans composition conseil d'enquête—5143 ; demande un conseil permanent par province, ces conseils

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*LOI DES GREVES ET DES LOCKOUTS—*Suite.*

M. H. Bourassa—*Suite.*

jouiraient bientôt du même respect que tribunaux—5144 ; en disant que les ouvriers perdraient confiance dans un conseil permanent parce qu'ils croieraient celui-ci lié par décision antérieure ou sape à la base toute l'institution judiciaire—5144 ; cas de grève embrassant unionistes et non-unionistes—5145 ; danger de demander d'accepter la mesure pour l'amour de Dieu—5145 ; abus du droit donné au gouverneur en conseil de modifier législation passée par parlement—5146 ; le cabinet grandi aux dépens du Roi et de la Chambre des communes—5146 ; heureux de la disparition article 67 donnant le droit au gouverneur en conseil de désigner industries tombant sous le coup de la loi—5146 ; regrette cependant que de cette façon, certaines industries échappent à la loi—5146 ; la grève de Buckingham—5147 ; mesure bonne dans ses grandes lignes mais pas assez radicale—5147 ; l'expérience plutôt que les renseignements personnels nous fixera sur la valeur de la loi—5148 ; opinion favorable à l'adoption du bill—5148 ; un pas dans la bonne voie—5148.

M. C. Devlin—Le gouvernement libéral et les ouvriers—5148 ; le ministre du Travail se réserve l'approbation des noms des juges des différends, il veillera qu'ils soient compétents—5149 ; la grève de Buckingham—5150.

Hon. Haggart—Tout électeur a le droit de dire à un député comment voter—5150 ; il peut l'informer de la peine qu'il lui réserve s'il ne vote pas à son goût—5150 ; le bill ne va pas assez loin—5153.

M. E. Paquet—Impossible voter pour amendement chef de l'opposition—5153 ; approuve principe enquête obligatoire—5153.

M. A. Verville—Amendement Borden inacceptable—5153 ; préfère accepter loi même imparfaite que s'en passer—5154 ; ne redoute pas ouvriers non-unionistes—5154 ; seront obligés de s'unir s'ils veulent arriver à quelque chose—5154 ; s'inscriraient dans associations ouvrières, si leur responsabilité civile était bien définie—5154 ; si l'on ne veut pas de rapprochement entre ouvriers et capitalistes on n'a qu'à voter contre ce projet de loi—5154.

M. R. Smith—A fait connaître vues sur 2e lecture—5154 ; origine de la mesure—5155 ; les ouvriers de chemins de fer se sont réunis dans un comité de la Chambre et ont discuté le bill—5156 ; il est faux qu'ils n'aient pas encore pu se faire entendre—5156 ; reçus par le premier ministre—5157 ; si le principe de l'enquête obligatoire ne s'applique pas aux employés de chemins de fer, il est inutile qu'elle s'applique à aucuns—5157 ; si les ouvriers de chemins de fer sont comme ils le disent capables de régler en toute circonstance leurs différends sans se mettre en grève, cette loi ne les atteint pas et doit les laisser parfaitement indifférents—5158 ; croit aussi que la loi devrait être plus générale—5158 ; chaque différend ouvrier inté-